

## **Crise mondiale : L'aide publique au développement française n'est pas à la hauteur**

*Paris, le lundi 30 mars 2009-* **A quelques jours du G20, les chiffres publiés par le Comité d'aide au développement de l'OCDE indiquent une légère augmentation de l'Aide publique au développement (APD) française pour 2008. Coordination SUD estime que ces chiffres ne permettront pas à la France de tenir ses engagements européens d'accroissement de l'aide aux plus pauvres.**

Le niveau de l'aide française a en effet atteint près de 7,6 milliards d'euros en 2008, après une très forte chute en 2007. Rapporté au Revenu national brut (RNB), l'APD française a augmenté de 0,01 point en 2008, pour atteindre 0,39%.

**Une augmentation aussi peu ambitieuse de l'aide pourrait venir exacerber la situation dans laquelle se trouvent les populations les plus marginalisées, principales victimes de la crise.** Une étude récente de l'Unesco estime que celle-ci conduira **53 millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté**, compromettant gravement la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement d'ici 2015.

Pourtant, d'après les prévisions publiées par le gouvernement dans le cadre de la loi de programmation 2009-2011, la France ne consacra que 0,41% de son RNB à l'aide aux pays pauvres en 2010. **Elle ne respectera donc pas son engagement européen d'affecter 0,51% de son RNB à l'APD en 2010.**

A l'inverse, la volonté politique forte des gouvernements espagnol et britannique devrait conduire ces pays à tenir leurs engagements, malgré des perspectives de récession économique plus importante qu'en France.

Coordination SUD a réagi ce jour en organisant une conférence de presse au cours de laquelle les ONG françaises ont dénoncé le manque de volonté française de tenir ses engagements en période de crise.

*« La France ne sortira pas de la crise en reniant ses engagements d'aide au développement. Elle en sortira en partenariat avec les pays pauvres ou elle n'en sortira pas ! »* a déclaré **Jean-Louis Vielajus**, président de Coordination SUD.

*« Les pays pauvres n'ont pas à être la variable d'ajustement du budget français en période de crise. Les citoyens en France et dans le monde ne le comprendraient pas ! »* affirme **Antoine Malafosse**, délégué général du CCFD-Terre solidaire et administrateur de Coordination SUD.

*« Où est la priorité justement accordée à la lutte contre la pauvreté lorsque ce sont les actions en direction des secteurs sociaux et des pays les plus pauvres qui sont remises en question? »*, remarque **Robert Toubon**, de l'association Equilibres & Populations.

\*\*\*\*\*

### **Contact presse**

Sandrine Auneau-Berret : 01 44 72 87 14 – [auneau@coordinationsud.org](mailto:auneau@coordinationsud.org)

**Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement** est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui six collectifs d'ONG (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) et plus de 130 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées et aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.